



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Décision d'examen au cas par cas n°N009140KKP du 14 janvier 2026
relative au projet d'extension d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance de 6 MWc, sur le
territoire de la commune d'AGHIONE, en application de l'article R. 122-3-1 du code de
l'environnement**

**Le préfet de Corse,
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3-1 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 23 juillet 2025 portant nomination du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud – M. Eric JALON ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 avril 2023 nommant Monsieur Jean-François BOYER, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse à compter du 15 mai 2023 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2025-08-27-0006 du 27 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Jean-François BOYER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2025-08-28-00001 du 28 août 2025 portant subdélégation de signature à des agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas, préalable au projet d'extension d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance de 6 MWc, présentée le 20 novembre 2025 par la SAS Corsica Sole, représentée par M. Paul ANTONIOTTI, complétée le 18 décembre 2025 ;

Considérant la nature du projet qui consiste en l'extension d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance de 6 MWc, sur les parcelles cadastrées B 127, 238, 239, d'une superficie totale de 7.7 ha (avec la centrale existante), sur le territoire de la commune d'AGHIONE ; que le pâturage d'un cheptel, présent sur la centrale existante, sera prolongé à l'extension de la centrale ; que les tables photovoltaïques feront également l'objet d'ombrières ;

Considérant que le projet relève de la rubrique n°30 « *Installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures et ombrières situées sur aires de stationnement)* » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet :

- Au sein d'une zone de noyaux de tortues d'Hermann ;
- A 650 m de la ZNIEFF de type II « Littoral, boisements et zones humides de Casabianda et Pinia » ;
- A 3.7 km de la ZNIEFF de type II « Défilé des Strette et de l'Inzecca » ;
- A 6 km de la ZNIEFF de type II « Etang et zone humide d'Urbino » ;

Considérant que l'emprise de la centrale existante est clôturée ; que la probabilité de présence de tortues d'Hermann, espèce protégée, est de ce fait limitée ;

Considérant que le projet prévoit l'installation de modules solaires sur structure métallique, déclarés compatibles avec une activité agricole, dont la hauteur sera comprise d'1,1m et représentant une puissance photovoltaïque de 6 MWc ; les ombrières seront espacées de 6m ;

Considérant que le projet d'extension prévoit une nouvelle réserve incendie d'une contenance de 120m3 située à l'entrée du site ; que le service d'incendie et de secours de Corse sera consulté lors de l'instruction de la demande de permis de construire ;

Considérant les mesures prévues pour prévenir et endiguer la propagation des espèces exotiques envahissantes avant les travaux, pendant et en phase exploitation ; que ces mesures seront suivies par un écologue ;

Considérant que les enjeux paysagers seront limités ; qu'aucun terrassement ne sera nécessaire ;

Considérant la localisation du projet : – en dehors de tout zonage réglementaire ou d'inventaire de protection de l'environnement ;

Considérant que :

- Tout pétitionnaire doit s'assurer avant d'entreprendre ses travaux, de l'absence d'espèces protégées ;
- En cas de présence, il doit éviter tout impact en ajustant ses modalités d'intervention ;
- Enfin, les éventuels impacts résiduels doivent être soumis aux conclusions d'une demande de dérogation relative à l'interdiction de destruction d'espèces protégées en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement ;

Considérant ainsi que, au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ;

DÉCIDE

Article 1^{er} – Le projet d'extension d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance de 6 MWc, sur le territoire de la commune d'AGHIONE, **n'est pas soumis à étude d'impact**, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 – La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 – La présente décision est publiée sur le site internet de l'autorité environnementale.

Article 4 – Le secrétaire général pour les affaires de Corse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour le préfet et par subdélégation,

Anne-
Laure
BARBER
OUSSE a-
laure.bar
berousse

Signature
numérique de
Anne-Laure
BARBEROUSSE
a-
laure.barberouss
e
Date :
2026.01.14
14:23:18 +01'00'

Voies et délais de recours

— Recours administratif préalable obligatoire : à adresser à monsieur le préfet de Corse, Palais Lantivy, BP 401 – 20188 Ajaccio Cedex 1. Ce recours doit être obligatoirement introduit avant tout recours contentieux sous peine d'irrecevabilité de ce dernier. Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision, il a pour effet de proroger le délai de recours contentieux.

— Recours contentieux : à adresser au Tribunal administratif de Bastia, Villa Montepiano, 20 407 BASTIA. Le Tribunal administratif de Bastia peut également être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr. Le recours contentieux peut être introduit dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable obligatoire.